

L'immobilisme à la française

IGR Des tensions pouvant se développer entre la France et le Grand-Duché

Jean-Pierre Cour

Roger Cayzelle, président de l'Institut de la Grande Région (IGR), s'inquiète de l'immobilisme français face au Luxembourg.

L'ancien président du conseil économique et social de Lorraine et aujourd'hui président de l'IGR (Institut de la Grande Région transfrontalière), Roger Cayzelle, faisait en milieu de semaine non pas une conférence mais une "réunion de presse" à Metz. Ceci dans le but d'expliquer les objectifs de l'IGR, présenter un calendrier de rendez-vous et exposer les points particulièrement stratégiques pour la Grande Région: la mobilité, la "Stratégie France" engagée par la Sarre dans le domaine du bilinguisme franco-allemand et les zones franches aux frontières lorraines permettant l'adaptation fiscale féconde de ces espaces au sein de la Grande Région. Mais surtout, il s'inquiète des tensions pouvant se développer entre la France et le Grand-Duché.

Ces tensions viennent du côté français et sont liées aux demandes des élus lorrains qui veulent des compensations fiscales sur le modèle de ce qui se passe entre la Suisse et la France. Ainsi, comme un certain nombre d'élus, Alain Casoni, maire de Villersur, souhaite la création d'un fonds commun permettant l'aménagement de leur territoire créé à partir de rétrocessions fiscales versées par le Luxembourg consommateur de travailleurs frontaliers. Soit



Photo: Jean-Pierre Cour

Roger Cayzelle

environ l'ordre de 140 millions d'euros par an pour la Lorraine. Ce fonds serait géré par les communes françaises où résident les frontaliers. A cela, le Grand-Duché fait la sourde oreille. Ceci générant même des tensions internes au sein du pays.

Pour Roger Cayzelle, qui reste distant vis-à-vis de la contribution luxembourgeoise, cette négociation ne pourrait se faire un jour que si les acteurs français de cette demande usent d'une meil-

leure organisation et de compréhension. Il se prononce donc pour une discussion apaisée et organisée, lui qui propulse aussi l'IGR comme un think-tank à même d'unir, réunir et coopérer les pays et régions composant la Grande Région transfrontalière (Wallonie, Luxembourg, région Grand Est, Sarre et Rhénanie-Palatinat).

La Sarre et la "Frankreich-Strategie"

"Le Luxembourg est le réacteur de la Grande Région", explique Roger Cayzelle. Il ajoute: "Dans nombre de domaines dont celui, nous avons du mal à avancer. Les frontières restent puissantes. Il faut comprendre que nous avons (la Grande Région, ndlr) à la fois une visibilité trop faible mais un destin commun." Il poursuit d'ailleurs en élargissant le débat et en pointant trois axes prioritaires pour cet espace transfrontalier. Et en tout premier, la mobilité. Ici, s'il constate que du côté luxembourgeois les décisions sont prises (aménagement de gares, élargissement autoroutier en direction de la France), du côté français, les choses stagnent. Le pays n'arrive pas à se décider. Roger Cayzelle se dit toutefois satisfait qu'à Strasbourg, Jean Rottner, président de la région Grand Est, ait pris en compte le sillon lorrain comme un grand axe européen de circulation nord/sud. "Notre faiblesse, côté français, tient à notre manque de volonté

et surtout d'organisation", ajoute-t-il. Et, toujours selon Roger Cayzelle, la chose est également vraie pour d'autres dossiers. Ici, il prend l'exemple de la volonté de la Sarre de développer le bilinguisme au travers de sa "Frankreich-Strategie", alors que du côté français la réponse au bilinguisme est un peu molle. "C'est pourtant une opportunité pour les entreprises et une manière de valoriser le savoir-faire local", plaide-t-il. S'ajoute à cela le tropisme naturel de la Sarre qui, pour des raisons culturelles et de langue, se rapproche plutôt de l'Alsace, au risque de se désintéresser un peu de la Grande Région.

Le problème récurrent en France, selon lui, est que l'Etat veut se mêler de tout sans avoir les moyens d'être actif. Du coup, les élus de toutes les strates politiques françaises en Lorraine s'impliquent en voyant la nécessité d'interagir mais présentant dès lors un front hétéroclite qui apparaît aux interlocuteurs luxembourgeois comme un millefeuille incompréhensible. Résultat des courses, Roger Cayzelle considère qu'aujourd'hui, l'on est au niveau zéro de la coopération politique avec le Grand-Duché alors que le développement de ce dernier passe, selon lui, par le développement d'une zone d'influence au-delà de ses propres frontières. "Il serait faux de dire que rien ne bouge mais, face au Luxembourg et pour elle-même, la Lorraine a le devoir de s'organiser et les Lorrains ont le devoir d'animer de nouvelles synergies."